



Compte-rendu de la réunion technique sur la coopération décentralisée franco-turque

Mercredi 24 septembre 2014, 10h – 12h30

CGLU-Moyen orient Asie de l'Ouest - Yerebatan Caddesi - Istanbul

Compte-rendu établi par Adrien Licha et Astrid Frey

Liste des participants

Adrien LICHA, **CGLU-MEWA**, Coordinateur de projets

Cemal BAŞ, **Union des municipalités de Turquie (TBB)**, chef de projets Relations internationales

Didem OĞUR, **Municipalité Métropolitaine d'Istanbul Istanbul**, Expert

İlker Bektaş, **IETT, Industrial Engineer Operations and Planning Directorate**, département de la planification des transports (de la métropole d'Istanbul)

Astrid FREY, **Cités Unies France**, Chef de projets

Mme Nawel RAFIK ELMRINI, maire adjointe chargée des affaires européennes et des relations internationales, **ville de Strasbourg**, présidente du groupe-pays Turquie à **Cités Unies France**

Jean-Baptiste GERNET, conseiller municipal à la **ville de Strasbourg**, chargé de la mobilité

Alexandra ALLEON, cabinet du maire, **Strasbourg**

Sandrine MILLET, chef de projets internationaux, **Strasbourg**

Bernard RIVALTA, **Grand Lyon / SYTRAL**, Vice-Président chargé des transports, Président de SYTRAL

Olivia DUFOUR, conseillère du Président de **SYTRAL**

Alexandre SORRENTINO, **Marseille Euromediterranee**, Directeur de projets territoriaux et de l'international

Sabine RACZY-BILI, **Ambassade de France**, Attachée de coopération institutionnelle

Serge PERRIN, **Agence française de développement (AFD)**, chef de projets

Yildiz KURUOGLU, **Agence française de développement (AFD)**, chargée de projets

Ekkaphol SUPHANVORRANOP, **Ministère français de l'Ecologie et du Développement durable**, responsable géographique Turquie

Christian LEVY, **Ministère français de l'Ecologie et du Développement durable**, inspecteur général

Les délégations suivantes n'ont pas pu participer à cette réunion :

Paris ; Communauté urbaine de Bordeaux ; Union des Municipalités de Marmara ; FMDV (Fonds mondial pour le développement des villes). Mais aussi ceux qui n'ont pu venir en Turquie à cette occasion : Conseil général de Gironde, Nantes métropole et ville de Grenoble.

Contexte

Depuis une première rencontre entre acteurs de la coopération décentralisée franco-turque en novembre 2008, les occasions de rencontres se sont faites plus rares. Cependant, c'est aussi depuis 2008 que certaines autorités locales ont commencé à concrétiser leur coopération. Aujourd'hui, des opportunités de calendriers ouvrent la voie à de nouvelles collaborations entre autorités locales franco-turques. Il en va ainsi de la réouverture du chapitre 22 des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (questions de la décentralisation), de la préparation de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 21) ou encore de l'agenda sur l'égalité des genres.

C'est dans ce contexte que nous souhaitons prendre appui sur le colloque « ville durable à la française » organisé par UBI-France le 23 septembre, et qui rassemblait de nombreux acteurs de la coopération décentralisée franco-turque, pour explorer de nouvelles opportunités de partenariats et d'acter les prochaines étapes pour concrétiser cette nouvelle dynamique des relations franco-turques.

En 2015, Cités et Gouvernement locaux Unies Moyen Orient Asie de l'Ouest (UCLG-MEWA) s'impliquera dans les événements suivants qui pourraient être autant d'opportunités pour enrichir la coopération franco-turque :

- Réunion de la Commission égalité des genres de CGLU, prévue à Istanbul en 2015 (à confirmer, pas de date précise pour le moment)
- 16^e conférence CODATU sur les transports urbains (CODATU XVI), 2-5 février 2015, Istanbul
- Préparation par les autorités locales de la Conférence onusienne sur le changement climatique (COP21), décembre 2015, Paris
- Préparation des autorités locales à la négociation sur le Chapitre 22 de l'adhésion turque à l'Union européenne.

Compte-rendu

Après un mot de bienvenu et une rapide introduction faite par **Adrien LICHA** au nom du secrétaire général de UCLG-MEWA, **Mme Nawel RAFIK ELMRINI**, maire adjointe chargée des relations internationales à la ville de Strasbourg, a présenté Cités Unies France (CUF). Elle a également rappelé les objectifs de la réunion ainsi que des informations contextuelles. **M. Cemal BAŞ**, de l'Union des municipalités de Turquie (TBB), a présenté différentes idées susceptibles de renforcer la coopération. Selon lui, un projet devrait être monté incluant la mise en place de plusieurs modules de formations, à abriter par l'Académie municipale existante (qui forme des élus comme du personnel technique) ; ces modules pourraient être accompagnés de coopérations ponctuelles (p. ex. : la mobilisation d'expertise venant des collectivités françaises et de leurs associations).

Mme Nawel RAFIK ELMRINI, a fait part de son intérêt pour travailler avec TBB et a exprimé la possibilité que TBB puisse être occasionnellement invité à participer aux sessions de travail entre délégués turcs et français du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Mme Sabine RACZY-BILI a fait part des discussions en cours sur la possible coopération entre

l'Académie municipale de TBB et l'Ambassade de France, en particulier autour du futur centre de formation de prévention et de réparation des fuites d'eau (*water leakage training center*) et autour de la formation pour les fonctionnaires, avec une possible implication du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

Ekkaphol SUPHANVORRANOP, du ministère français de l'Écologie et du Développement durable, a exprimé l'intérêt de son ministère pour échanger de l'expertise dans les champs techniques de leur compétence.

Alexander SORRENTINO, Marseille Euroméditerranée, a rappelé l'importance d'identifier les personnes idoines lorsqu'il s'agit de monter des voyages d'étude, que ce soit pour les organiser (qui détient l'expertise dans le champ recherché ?) comme pour le profil des participants. Il suggère également de centrer la coopération que nous souhaitons en commun sur un nombre limité de sujets, autour desquels développer des projets concrets. Enfin, il invite TBB à venir à Marseille pour prendre connaissance des formations existantes.

Cemal BAŞ a répondu en mettant l'accent sur 3 sujets : formations autour de l'eau (fuites) ; formation à la fabrication de l'asphalte et formation des pompiers.

Ilker BEKTAŞ, d'IETT, ajoute le sujet des transports urbains. **Alexander SORRENTINO**, a précisé que Marseille détient une bonne expertise concernant les pompiers. A son avis, pour les transports, il convient de se tourner vers Lyon qui détient en France l'exemple le plus intéressant.

Bernard RIVALTA, Président de SYTRAL et Vice-Président du Grand Lyon, a insisté sur l'importance de la gouvernance, pour mettre en œuvre un plan de transports avec succès, ainsi que sur une dévolution claire de compétences à l'autorité de gestion, donc sur l'existence d'un cadre réglementaire clair. SYTRAL, qui couvre aujourd'hui le territoire métropolitain, sera responsable à partir de 2015 pour tout le département du Rhône (pour information, le budget annuel de SYTRAL est de 2 milliards d'euros). Il a également mentionné la loi Oudin-Santini qui permet aux syndicats des eaux et désormais des déchets (soit des organisations similaires à IETT ou ISKI) d'attribuer jusqu'à 1% de leur budget à la coopération décentralisée en matière d'eau, d'assainissement, et désormais, aussi à la gestion des déchets.

Après une pause café, **Adrien LICHA** est revenu sur différentes dates qui pourraient être de bonnes occasions de rassembler des collectivités turques et françaises (cf. contexte, supra). Les participants sont tombés d'accord pour organiser une bonne réunion entre maires Français et Turcs durant le symposium de CODATU et de préparer efficacement la contribution des municipalités turques à la COP21 tout en attendant la confirmation de la tenue à Istanbul de la réunion Commission égalité des genres.

Pour rappel, les transports sont un des sujets qui fera partie du prochain rapport GOLD (sur la démocratie locale et la décentralisation) de CGLU. C'est un sujet majeur, à la fois au niveau national turc, mais aussi sur la scène internationale (ex : prochaine conférence HABITAT III en 2016). M. RIVALTA est aussi un membre du bureau de CODATU. Strasbourg est également membre de ce réseau depuis peu.

M. LICHA a également fait part d'une conversation hier, avec - **Ahmet Cihan Kahraman**, directeur du centre de gestion environnemental à l'Union des Municipalités de Marmara Municipalities, durant lequel M. Kahraman a évoqué leur soucis actuel à recenser l'état de la consommation énergétique des bâtiments municipaux.

Cemal BAŞ a saisi l'occasion pour présenter le travail de TBB sur les femmes et a précisé qu'un bureau de femmes élues au sein de TBB se réunira prochainement pour décider de la tenue d'un événement (Symposium/conférence) sur le sujet des femmes et des autorités locales en 2015.

Conclusions

UCLG-MEWA et ses membres devraient suivre attentivement le développement de la coopération décentralisée franco-turque afin de faire le lien avec l'agenda international et de permettre à plus de municipalités turque de s'y impliquer.

Les prochaines étapes de la coopération décentralisée franco-turque devaient être les suivantes :

1. Echanger de l'expertise dans les champs de la gestion de l'eau, du traitement des déchets, et des transports. Ces échanges pourraient être organisés à travers la rédaction d'un projet commun avec l'Union des municipalités de Turquie (TBB) et leur « Académie municipale », mais aussi par le biais de voyages d'études, ou d'appuis techniques, à définir ;
2. Préparer un « événement parallèle » (side-event) sur les transports dans la coopération décentralisée, durant le symposium de CODATU (février 2015) ;
3. Inclure des réflexions sur le changement climatique et l'égalité des genres dans nos réunions (CUF – CGLU–MEWA - TBB) et/ou organiser des réunions entre collectivités territoriales turques et françaises à l'occasion de ces réunions internationales ;
4. Organiser une réunion sur la coopération décentralisée franco-turque lors d'une prochaine session du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, à Strasbourg.